

## Déclaration fédérale

### Solidarité avec le peuple Kanak, contre l'oppression coloniale française

Les accords de Nouméa, très imparfaits mais permettant de concourir à un processus de décolonisation, s'est soldé en réalité par une explosion des inégalités au détriment du peuple Kanak, et une poursuite d'une colonisation rampante. Pourtant, l'ONU rappelle que la Kanaky est dans la liste des territoires qui est à décoloniser. Mais l'État Français n'en a cure. Comment pourrait-il renoncer à sa position géostratégique, ses ressources maritimes et surtout au nickel, et le « prestige » d'être présent tout autour du globe ?

C'est ainsi que l'État Français actuel, au mépris du consensus admis depuis la fin des années 80 et maintenu par toute la classe politique depuis lors, tente de rendre minoritaire le peuple kanak sur son propre territoire. La mise en œuvre autoritaire et unilatérale de la décision du référendum de 2021 est une humiliation envoyée au peuple Kanak. Ce référendum n'a en rien respecté les coutumes de deuil des populations Kanak à la suite de la pandémie de Covid, et a été très largement contesté pour son organisation. Les Kanaks ont boycotté ce scrutin qui faisait partie intégrante des accords de Nouméa dans le processus de décolonisation.

Malgré les alertes répétées des organisations kanakes, des élu·e·s de la République, des organisations de décolonisation depuis plusieurs mois, le Gouvernement reste sourd et s'entête dans sa décision, utilisant la force armée pour contraindre par la violence les populations. La réponse à la colère du peuple kanak ne s'éteindra jamais malgré les moyens militaires envoyés sur place pour la faire taire.

Le gouvernement français opprime et réprime le peuple Kanak depuis trop longtemps. La répression féroce de l'état français contre les kanaks et en particulier des militant·e·s indépendantistes de la CCAT (*Cellule de coordination des actions de terrain*) est inacceptable.

C'est pourquoi ce gouvernement doit retirer son projet de loi, arrêter immédiatement la répression, libérer les prisonniers indépendantistes et retirer les troupes envoyées sur place.

La Fédération CGT des Sociétés d'études demande l'ouverture de négociation avec les représentants du peuple kanak qui permettrait d'ouvrir la voie à une décolonisation dans la paix et le respect de chacun·e.